Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
Agriculture and Agri-Food Canada – Agriculture et Agroalimentaire Canada

http://www.archive.org/details/lagricultureetla04cana

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

AU RENDEZ-VOUS *de l'avenir*

À LA CONQUÊTE DES MARCHÉS

Agriculture Canada
Canadian Agriculture Library
Bibliothèque canadienne de l'agriculture
Ottawa K1A 0C5
MAY MAI - 5 1997 c3

LES RÉALISATIONS DU GOUVERNEMENT DU CANADA DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

630.4
C212
P 1928
1997
fr.
c.3

Agriculture et Agroalimentaire Canada
Agriculture and Agri-Food Canada
Canada

L'excédent commercial record du secteur agroalimentaire montre que nous sommes sur la bonne voie

Le Canada a exporté pour 18,8 milliards de dollars de produits agroalimentaires en 1996, une augmentation de 7,2 p.100 par rapport à 1995. Les importations de produits agroalimentaires ont augmenté parallèlement de 4,6 p.100, pour s'établir à 13,2 milliards de dollars, ce qui porte l'excédent commercial du secteur agroalimentaire à 5,6 milliards de dollars en 1996, contre 4,9 milliards de dollars en 1995.

Bien que la balance commerciale pour les produits de consommation soit légèrement négative, les exportations canadiennes d'aliments et de boissons ont progressé de près de 60 p.100 entre 1991 et 1995.

Ces résultats montrent aussi que l'objectif d'accroître les exportations de 50 p.100 entre 1993 et l'an 2000, soit passer de 13 milliards de dollars à au moins 20 milliards, est en bonne voie de réalisation. Les spécialistes conviennent d'ailleurs que cet objectif, que se sont donnés l'industrie et les ministres canadiens de l'Agriculture, devrait pouvoir être atteint.

Les exportations vers les É.-U. ont fait un bond de 19,4 p.100, atteignant 10,3 milliards de dollars.

On a assisté à des percées remarquables sur d'autres marchés, notamment une augmentation de 50 p.100 des exportations vers le Brésil, de 160 p.100 vers l'Indonésie et de 66 p.100 vers la Corée du Sud.

Ouverture de nouveaux marchés

Le gouvernement fédéral s'attache à défendre les intérêts du secteur agroalimentaire canadien sur les marchés mondiaux et à assurer l'accès à ces marchés pour ses produits. Il veut ainsi permettre au secteur de créer des marchés pour les produits agroalimentaires canadiens, et plus particulièrement les produits à valeur élevée.

Grâce à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et à d'autres accords commerciaux, le gouvernement a facilité l'accès des producteurs et de l'agri-négoce à des marchés aussi divers que les États-Unis, le Mexique, l'Europe, Puerto Rico, la Corée et l'Afrique du Sud.

Le gouvernement travaille en étroite collaboration avec les partenaires du secteur pour tirer profit des possibilités qu'offrent les ententes bilatérales avec Israël et le Chili. Un objectif prioritaire sur tous les marchés est d'abattre les obstacles techniques de nature commerciale qui pourraient empêcher l'exploitation de nouvelles possibilités d'accès au marché. De plus, les règles régissant les accords commerciaux et les dispositions visant le règlement des différends, négociées par le gouvernement du Canada, ont permis de créer un environnement commercial plus favorable pour les exportateurs et les importateurs.

Au cours de la prochaine année, le Ministère élaborera, avec ses partenaires des provinces et de l'industrie, des plans d'action stratégiques pour le développement de marchés prioritaires et nouveaux. Les plans d'action amélioreront l'image du Canada qui sera présenté sur ces marchés et feront valoir les capacités du pays en tant que fournisseur de produits agroalimentaires de grande qualité.

Outils et ressources pour les exportateurs

Agriculture et Agroalimentaire Canada investit plus de 30 millions de dollars annuellement dans la promotion du commerce international. En 1995, de concert avec Affaires étrangères et Commerce international Canada, le Ministère a procédé à la réorganisation des services commerciaux fédéraux, pour les intégrer au Service d'exportation agroalimentaire (SEA). Le SEA met en liaison les services de plusieurs organismes et ministères fédéraux aux niveaux régionaux et nationaux, pour offrir au secteur agroalimentaire un accès rapide et simplifié aux programmes d'expansion, aux renseigne-

Un nouvel accord avec le Chili

La récente signature d'un accord commercial avec le Chili donne une longueur d'avance aux exportations de produits agroalimentaires canadiens par rapport aux produits américains, dans un pays dont l'économie manifeste la plus grande stabilité et la croissance la plus rapide en Amérique du Sud.

L'accord de libre-échange Canada-Chili, dont l'entrée en vigueur est prévue pour le 2 juin 1997, offre un meilleur accès au marché pour les principaux produits agroalimentaires canadiens qui pourront être exportés en franchise de droits soit immédiatement, ou dans les cinq à dix prochaines années. L'accord permettra au Canada de garder un accès comparable ou meilleur au marché chilien que celui des États-Unis et des autres pays d'Amérique du Sud.

Dans le cadre de cet accord, le Canada a réussi à obtenir ce qui suit :

- *L'accès en franchise de droits saisonniers pour le blé dur, et l'assurance que toute amélioration de l'accès accordée aux principaux concurrents du Canada pour le blé de mouture sera aussi offerte au Canada.*

- *L'accès immédiat en franchise de droits pour l'orge, les lentilles, les haricots ronds blancs et les autres haricots, les graines à canaris, les graines de graminées, la plupart des produits horticoles, les jus non sucrée et l'eau minérale, les boissons alcooliques et de nombreux produits transformés de provenance canadienne.*

- *L'élimination graduelle des droits pour le maïs, les graines de moutarde, l'huile de colza, les pois congelés, les pâtes et les produits de boulangerie, le sucre, les boissons sucrées et quelques autres boissons non alcoolisées de provenance canadienne.*

ments sur les marchés, aux débouchés commerciaux, aux services de consultation pour les exportateurs et aux services de soutien de l'industrie.

Une des composantes du SEA est le Réseau Info Agro-Export (http://atn-riae.agr.ca) qui fournit des renseignements sur les marchés en vue d'aider les exportateurs canadiens à exploiter de nouveaux débouchés à l'étranger. Les gouvernements fédéral et provinciaux offrent des séances de formation pour aider les entreprises à intégrer la technologie au commerce mondial.

Grâce au Fonds agroalimentaire des délégués commerciaux, les spécialistes canadiens de l'agroalimentaire et les délégués commerciaux affectés à 50 marchés internationaux sont maintenant en mesure de financer des projets innovateurs d'expansion des exportations pour le compte des exportateurs canadiens. En outre, les programmes financiers de Commerce Agroalimentaire 2000 aident les clients à accroître leurs ventes grâce à des projets dans des domaines comme la connaissance des marchés et les renseignements à leur propos, l'adoption de technologies et la promotion des produits.

Promotion des produits canadiens à l'étranger

Les missions de commercialisation des produits agroalimentaires que le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire a conduites en Chine, en Corée du Sud, au Mexique, en Amérique du Sud, à Singapour, en Indonésie et au Japon, ont permis de conclure de nouvelles ventes et de découvrir de nouveaux débouchés pour les producteurs canadiens. L'approche «Équipe Canada» adoptée pour ces missions a démontré l'efficacité des partenariats gouvernement-industrie pour la promotion des exportations canadiennes.

Pour que le gouvernement se concentre sur les domaines où il peut obtenir des résultats le plus efficacement, le Ministère travaille en étroite collaboration avec l'industrie dans le cadre de la Stratégie de commercialisation internationale du Canada, la Stratégie de développement des marchés agroalimentaires (SDMA), de même qu'avec le nouveau Conseil canadien de commercialisation des produits agroalimentaires. Par exemple, au moyen de la SDMA, le Ministère a forgé de nouvelles alliances avec d'autres ministères fédéraux, des gouvernements provinciaux et des partenaires de l'industrie pour rationaliser la commercialisation du boeuf à l'échelle mondiale. Depuis, nos exportations de boeuf augmentent de façon constante.

Liens entre la science et l'exportation

Parfois, le meilleur soutien pour les exportateurs provient des chercheurs ou d'autres techniques d'exportation d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Par exemple : Le Japon, l'un des plus gros marchés au monde, a récemment levé une interdiction en vigueur depuis dix ans touchant les tomates canadiennes, après que les essais en laboratoire d'AAC eurent démontré que ces dernières n'étaient pas porteuses de la moisissure bleue.

CANADIAN AGRICULTURE LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE CANADIENNE DE L'AGRICULTURE
3 9073 00136174 2

Plus de 7 millions de dollars de fonds fédéraux ont été approuvés en 1996 pour aider les secteurs et les alliances de l'industrie agroalimentaire à mettre en oeuvre leurs stratégies d'expansion commerciale élaborées au cours du processus de la SDMA. Ces stratégies sont très axées sur la promotion de la compréhension et de la connaissance des produits agroalimentaires canadiens dans les marchés étrangers.

Le Conseil canadien de commercialisation des produits agroalimentaires, nouvellement formé, conseillera le gouvernement au sujet des difficultés que doit affronter l'industrie à l'échelle mondiale, et des meilleurs moyens à prendre pour encourager les entreprises dans leur recherche de nouveaux marchés.

Ce conseil est composé de 26 personnes en vue dans les domaines de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la mise en marché.

Un placement sûr

Afin d'être concurrentielles, les entreprises canadiennes doivent être en mesure de produire pour les marchés mondiaux. Souvent, pour y arriver, elles doivent être capables d'attirer les investissements afin d'améliorer la technologie et la valeur nette et de faire avancer la production de produits à transformation ultérieure, produits à valeur élevée, qui pourraient offrir une plus grande marge bénéficiaire.

Les efforts du gouvernement visant à améliorer le climat des investissements renforcent cette capacité. Maintenant, les investissements étrangers directs dans le secteur agricole et agroalimentaire du Canada dépassent 12 milliards de dollars, plus que le double du niveau de 1984. Le gouvernement contribue à faire de l'industrie le meilleur choix pour les investisseurs du monde entier.

- Le gouvernement du Canada fait valoir le secteur agroalimentaire afin d'attirer et de maintenir des investissements au pays.
- Le gouvernement canadien fait savoir aux investisseurs étrangers qu'il souhaite plus d'investissements au Canada. Les investissements assurent une infusion de capital, créent et préservent des emplois à grande valeur ajoutée, facilitent le transfert de technologie.
- Le printemps dernier, le gouvernement fédéral a lancé une nouvelle stratégie pour attirer et conserver les investissements commerciaux nationaux et internationaux. Le message aux investisseurs est que le Canada est ouvert aux affaires. De cette façon, nous attirerons de nouveaux investissements étrangers au Canada, nous faciliterons l'établissement de nouvelles alliances stratégiques, et finalement, nous conserverons et élargirons les alliances stratégiques et d'investissement établies entre des entreprises canadiennes et étrangères.
- AAC est un participant actif au plan d'action relatif aux investissements, conjointement avec les gouvernements provinciaux. À court terme, le Ministère assurera le suivi d'une mission d'investissement de la Keidanren en provenance du Japon qui s'est révélée très fructueuse l'automne dernier, et préparera des campagnes de promotion à l'intention d'entreprises qui pourraient se révéler des investisseurs potentiels, situées dans d'autres marchés prioritaires comme la France, l'Allemagne, le Royaume-Uni et les États-Unis. L'attention se concentrera sur l'intensification des activités des multinationales qui font déjà des affaires au Canada.

Révisée, avril 1997. Publié par :
Direction générale des communications,
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Pour publications ou renseignements : Agriculture et Agroalimentaire Canada

Édifice Sir-John-Carling,
930, avenue Carling,
Ottawa (Ontario) Canada K1A 0C5

TÉL. : (613) 759-1000 TÉLÉC. :
(613) 759-6726 Courrier électronique :
Pirs@em.agr.ca Internet :
http://www.agr.ca
Publication 1928F
n° de catalogue A22-165/2-1997F
ISBN 0-662-82045-2

Imprimé avec des encres végétales.

On peut accéder au SEIAC :

- Par le World Wide Web à : http://www.agr.ca
- Par Telnet : www.agr.ca (login:guest)
- Par babillard électronique (modem de 14,4) : 1-800-234-4410 ou (613) 759-1100
- Par le système de réponse automatique par télécopieur/téléphone : 1-800-234-2222 ou (613) 759-6650
- En appelant le comptoir d'aide du SEIAC : 1-800-410-7104

Service canadien de l'information rurale
Téléphone : 1-888-757-8725
Télécopieur : (613) 759-6643
Courrier électronique : cris@em.agr.ca
Internet : http://www.agr.ca/policy/cris

Réseau Info Agro-Export
Internet : http://atn-riae.agr.ca

Also available in English under the title *Expanding Markets*